Mary Erita est une citoyenne britannique qui habite à Twickenham. Née en Égypte où elle y a passé ses premières années de vie, Mary Erita est une chrétienne copte pratiquante.

Depuis 1999, elle travaille en tant qu’agent d’enregistrement dans une compagnie aérienne, la British Airways. Cette compagnie impose à tout son personnel en contact avec le public de revêtir un uniforme. Cet uniforme est constitué pour les femmes d’un chemisier à col ouvert qui doit être porté avec un foulard-cravate pouvant être rentré au cou ou noué lâchement.

Si un employé se présente au travail en portant un objet non conforme au code vestimentaire, la compagnie aérienne a pour pratique de lui demander d’ôter l’objet et, en cas de refus, invite l’employé à rentrer chez lui se changer. La compagnie aérienne tolère cependant le port de signes religieux visibles si ces derniers résultent d’un commandement religieux pour ses employés. Ainsi, les hommes de confession sikhs sont autorisés à porter le turban bleu marine ou blanc par-dessus leur uniforme. De même, les femmes de confession musulmane peuvent porter le hijab (foulard) d’une couleur approuvée par la compagnie.

Jusqu’en mai 2006, Mme Erita portait une croix chrétienne en pendentif, cachée sous ses vêtements. Le 20 mai 2006, elle décide de la porter ouvertement, comme signe d’attachement à sa foi. Lorsqu’elle arrive au travail le matin du 3 mai 2006, son manager lui demande d’ôter ce pendentif et de l’attacher ou de le dissimuler sous le foulard-cravate. Mme Erita refuse tout d’abord mais obtempère finalement après en avoir discuté avec un manager de rang plus élevé. Quelques mois plus tard, en septembre 2006, elle décide de porter sa croix à nouveau de façon visible au travail, et refuse de dissimuler ou d’ôter sa croix lorsque son manager le lui demande. Elle est renvoyée chez elle sans percevoir son salaire tant qu’elle n’aura pas choisi de se conformer à son obligation contractuelle de respecter le code vestimentaire et de cacher sa croix.

En octobre 2006, sa hiérarchie lui propose un poste administratif sans contact avec la clientèle, pour lequel elle n’aurait pas à revêtir l’uniforme, mais Madame Erita refuse. Celle-ci décide de raconter son histoire à des journalistes qui relatent les faits dans des articles de presse.

Sous la pression des médias britanniques, British Airways décide à compter de janvier 2007 de modifier les dispositions de son règlement d’entreprise relatives au port de symboles religieux. Elle autorise désormais l’exhibition de symboles religieux ou caritatifs moyennant autorisation préalable par l’employeur.

Mme Erita retourne ainsi au travail en janvier 2007 avec la permission de porter la croix conformément aux nouvelles règles. Cependant, la compagnie aérienne refuse de la dédommager pour ses pertes de revenus survenues pendant la période de 4 mois où elle a choisi de ne pas venir au travail.

Le 15 février 2007, Mme Erita saisit le tribunal du travail, demandant notamment réparation pour discrimination et pour atteinte à son droit de manifester sa religion contraire à l’article 9 de la Convention européenne des Droits de l’Homme. Le tribunal du travail rejette son recours au motif que le port visible d’une croix n’est pas un commandement de la foi chrétienne mais relève du choix personnel de Mme Erita, et conclut que la requérante n’a pas démontré que les règles vestimentaires imposées entraînaient pour les chrétiens une discrimination, dans la mesure où l’interdiction de porter la croix de façon visible n'emportait pas de manquement à un devoir chrétien. Mme Erita forme alors un recours devant la Cour du travail, qui rejette son recours en novembre 2008, en se fondant sur le même argumentaire. Elle forme un recours devant la Cour d’appel, qui rejette son appel en février 2010. Le 12 mai 2010, la Cour suprême du Royaume-Uni refusa à Mme Erita l’autorisation de la saisir.

La requérante dépose en ultime recours une requête devant la Cour Européenne des Droits de l’Homme le 5 août 2010. Votre cabinet d’avocat a reçu mission de faire condamner le Gouvernement britannique pour la violation combinée des articles 9 (liberté de pensée, de conscience et de religion) et 14 (discrimination) protégés par la Convention Européenne des Droits de l’Homme. Vous avez la charge du dossier.

*Ce que dit le droit britannique…*

**Human Rights Act du 9 novembre 1998 :**

* **Article 9 du Human Rights Act** :

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit comprend la liberté de changer de religion ou de conviction et la liberté, seul ou en communauté avec d'autres et en public ou en privé, de manifester sa religion ou sa conviction, dans le culte, la pratique de l'enseignement et l'observance.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions n'est soumise qu'aux limitations prescrites par la loi et nécessaires dans une société démocratique dans l'intérêt de la sécurité publique, de la protection de l'ordre public, de la santé ou de la morale, ou de la protection des droits et libertés d'autrui.

* **Article 10** **du Human Rights Act** :

Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d’opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu’il puisse y avoir ingérences d’autorités publiques et sans considérations de frontières. Le présent article n’empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusions, de cinéma, ou de télévision à un régime d’autorisation.

**Règlement britannique de 2003 sur l’égalité au travail** (religion et conviction), (*employment Equality – religion or belief – Regulation 2003) :*

* **Article 3 : Discrimination fondée sur la religion ou la conviction** (extrait) :
1. Pour les besoins du présent règlement, une personne A opère une discrimination à l’encontre d’une personne B si :

(...)

b) A applique à B une disposition, un critère, une pratique qu’elle applique ou appliquerait également à des personnes ne partageant pas la même religion ou la même conviction que B mais qui :

i. entraîne ou entraînerait un désavantage particulier pour les personnes partageant la même religion ou la même conviction que B par rapport à d’autres personnes,

ii. entraîne ce même désavantage pour B et

iii. ne peut être établie par A comme étant un moyen proportionné d’accomplir un but légitime.

*Pistes de recherches (facultatives et non exhaustives) :*

**Arguments en faveur de la requérante :**

* Recherches sur l’arrêt rendu par la Cour Européenne des Droits de l’Homme, « Izzettin Doğan et autres c. Turquie » du 26 avril 2016 (requête n° 62649/10)

**Arguments en faveur de l’Etat :**

* Recherches sur l’arrêt rendu par la Cour Européenne des Droits de l’Homme, « S.A.S c. France » du 1er juillet 2014 (requête n° 43835/11)
* Recherches sur l’arrêt rendu par la Cour Européenne des Droits de l’Homme, « Ebrahimian c. France » du 26 novembre 2015 (requête n° 64846/11)

**QUESTIONS/RÉPONSES**

**Quel est le nom du requérant (la supposée victime) ?** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Quel est l’Etat en défense ?** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Cet Etat est-il membre du Conseil de l’Europe ?** OUI NON

**Les conditions de recevabilité sont-elles remplies ?** OUI NON

* Requête dirigée contre un Etat membre du Conseil de l’Europe
* Délai de 6 mois
* Epuisement des voies de recours internes (toutes les possibilités judiciaires de régler le problème en Grèce ont-elles été exploitées ?)
* Préjudice important. Lequel ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Quelle est l’identité de votre client (requérant ou Etat en défense) ?**

REQUERANT ETAT

**Quel est le point de vue que vous devez défendre ?**

 Démontrer qu’il y a eu discrimination

Démontrer qu’il n’y a pas eu de discrimination

**Selon, vous, d’autres droits protégés par la Convention européenne des droits de l’Homme sont-ils visés dans l’affaire ?**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**En conclusion, quels articles de la Convention européenne des droits de l’Homme peuvent être présentés par la requérante ?**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Comment pouvez-vous utiliser la jurisprudence « Linguistique belge » pour défendre votre partie ?**

 En démontrant que les 4 conditions constitutives d’une discrimination sont remplies

 En démontrant que les 4 conditions ne sont pas remplies (en ce cas, quelle condition n’est pas remplie ?)

Arugmentez :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Comment allez-vous utiliser le droit du Royaume-Uni et les pistes de recherches suggérées pour défendre votre cliente ? (si vous ne comptez pas utiliser le texte, n’indiquez rien en-dessous) :**

* Législations internes :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Avis rendus par d’autres instances européennes ou internationales :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Jurisprudence (arrêts) rendues par la Cour Européenne des Droits de l’Homme :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**LEXIQUE :**

**Constitution** : C’est un ensemble de textes juridiques qui définit les différentes institutions composant l’État et qui organise leurs relations. Elle peut comporter également une charte, une déclaration des droits fondamentaux, c’est le cas pour la Constitution française qui s’applique depuis 1958.

**Jurisprudence** : c’est l'ensemble des décisions précédemment rendues par une juridiction (par des juges).

Pour défendre son cas devant la Cour, on peut faire référence à sa jurisprudence, c'est-à-dire à des décisions qu’elle a rendues précédemment.